

# Assez pour partager !

Pétition adressée au Conseil fédéral suisse

## Nous constatons que

- l'accumulation des richesses sépare les gens, alors que **le partage les réunit**.
- le **clivage entre les riches et les pauvres** ne cesse de s'agrandir, dans le monde et en Suisse.
- ce clivage est parfois le **résultat d'injustices** passées et présentes.
- **la Bible appelle**, à de nombreuses reprises, à partager ses biens.
- par le passé et au présent, des chrétiens ont influencé positivement le cours de l'Histoire en adoptant un **mode de vie empreint de simplicité et de générosité**.

## Nous nous engageons

- à **combattre la pauvreté en vivant le partage au quotidien**, par exemple, en distribuant une partie de notre revenu, en recherchant le contentement de ce que nous avons, en vivant en communauté, en accueillant le pauvre et l'étranger.

## Nous appelons le Conseil fédéral à

- **rendre attentifs les citoyens** aux bienfaits non-matériels favorisés par une vie de partage ;
- **favoriser les attitudes solidaires** dans l'économie et dans la société ;
- encourager concrètement les entreprises qui acceptent de se soumettre à des **normes sociales et écologiques contraignantes** ;
- reconnaître que la **croissance économique ne représente pas une panacée** pour lutter contre la pauvreté ;
- inscrire le **partage et la solidarité comme objectifs prioritaires** dans son programme de législature 2007-2011 ;
- inscrire la **lutte contre la pauvreté**, aux niveaux suisse et international, **comme priorité** dans son programme de législature 2007-2011 ;
- s'engager en faveur de **règles du commerce international permettant un rééquilibrage** du pouvoir entre les pays riches et pauvres.

N°	Nom, prénom	Rue, n°	CP, lieu	Signature	Infos
1.					<input type="checkbox"/>
2.					<input type="checkbox"/>
3.					<input type="checkbox"/>
4.					<input type="checkbox"/>
5.					<input type="checkbox"/>
6.					<input type="checkbox"/>
7.					<input type="checkbox"/>
8.					<input type="checkbox"/>
9.					<input type="checkbox"/>
10.					<input type="checkbox"/>

Renvoyez cette liste tout de suite ou au plus tard **jusqu'au 24 novembre 2007** à :

ChristNet, 30, rue du Jura, 1201 Genève. 022 733 50 83. [info@christnet.ch](mailto:info@christnet.ch). [www.assez-pour-partager.ch](http://www.assez-pour-partager.ch). CCP : 3013 Berne, 30-723995-2.

**Organisation responsable : [www.christnet.ch](http://www.christnet.ch)**

**ChristNet** – Forum chrétien traitant du social, de l'économie, de l'environnement, de la culture et du développement.

**La pétition est soutenue par les partenaires suivants :**

Armées du salut, Bienenberg – Centre de formation et de rencontres CEFOR, Fédération romande des socialistes chrétiens FRSC, Jeunes PEV \*jpev, Conférence mennonite suisse, Parti évangélique PEV, Servants, Service missionnaire évangélique SME, StopArmut2015, Tearfund, Vereinigte Bibelgruppen VBG.

**Premiers signataires :**

Christoph Stückelberger, Institut de théologie et d'éthique ; Claude Baecher, responsable CEFOR ; Didier Rochat, président FRSC ; Felix Ruther, responsable d'études VBG ; Gerhard Bartschi, secrétaire exécutif Tearfund ; Hans Moser, président UDF ; Hanspeter Nüesch, responsable Campus pour Christ ; Hanspeter Schmutz, responsable VBG-Institut ; Heiner Studer, conseiller national PEV ; Ines Adler, colonelle, Armée du salut ; Jacques Blandenier, pasteur FREE ; Jean-Charles Moret, secrétaire exécutif SME ; Markus Meury, coordinateur StopArmut2015 ; Martin Bühlmann, responsable Eglises Vineyard germanophones ; Matthias Wenk, pasteur BewegungPlus ; Niklaus Hari, secrétaire général \*jpev ; Roland Hardmeier, pasteur FEG ; Thomas Feuz, secrétaire UDF ; Walter Donzé, conseiller national PEV ; Wilf Gasser, vice-président Alliance évangélique suisse.

# Pourquoi une pétition ?

## L'objectif du Conseil fédéral : la croissance économique

Le Conseil fédéral s'est fixé comme premier objectif de son programme législatif 2003-2007 d'accroître la croissance économique et la prospérité. Mission accomplie ! Les indicateurs économiques sont meilleurs que jamais : en 2006, le produit national brut a progressé de 3%.<sup>1</sup> Les grands groupes enregistrent d'énormes profits et leurs dirigeants affichent des salaires mirobolants. Les contestataires ne sont-ils que des « envieux » comme l'a affirmé un conseiller fédéral ? Non.

## La réalité : des inégalités croissantes

En effet, l'euphorie nous fait souvent oublier que la croissance économique ne profite pas à tout le monde :<sup>2</sup> un rapport de Caritas révèle qu'un million de personnes vivent dans la pauvreté en 2004 alors qu'on n'en comptait seulement 850 000 en 2003. Si les spécialistes sont divisés sur les chiffres exacts, la tendance générale est malgré tout inquiétante : dans notre pays, de plus en plus de personnes éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts.. Alors qu'auparavant la pauvreté concernait surtout les personnes âgées, les plus touchés sont aujourd'hui les jeunes, les femmes et les familles. Loin d'être des « profiteurs paresseux » comme le voudrait un préjugé répandu, la plupart de ces personnes ne trouvent tout simplement pas de travail ou n'arrivent pas, sur le marché du travail, à monnayer leurs compétences pour obtenir un salaire suffisant (les « working poor »).

En outre, la situation à l'échelle mondiale est encore pire : la croissance économique mondiale (5,1%) ne profite pas au milliard et demi de personnes qui, d'après l'ONU, doivent se débrouiller avec moins d'un dollar par jour. Quant aux personnes les plus fortunées, elles sont parvenues à doubler leur actif net au cours des dix dernières années.<sup>3</sup> Pourtant, une étude de la Banque mondiale le montre<sup>4</sup> : la croissance peut bénéficier aux plus pauvres, mais uniquement si des mesures de redistribution sont mises en place.

## Notre réponse : le partage

Des solutions pratiques existent pour tout un chacun : sur le plan privé, nous pouvons redistribuer une partie de nos revenus et vivre selon le principe du contentement. Nous pouvons adopter un mode de vie communautaire et laisser notre porte ouverte aux autres. De son côté, le Conseil fédéral a la possibilité de clairement faire du partage et de la lutte contre la pauvreté nationale et internationale des éléments de sa politique. Il peut créer des incitations pour faire changer le comportement des entreprises sur le plan social et écologique. Il peut s'engager en faveur de règles du commerce international qui donneraient également aux pays en développement la possibilité de faire entendre leur voix.

## Une réponse chrétienne?

Récemment décédé, l'abbé Pierre, lui qui s'était engagé pour les sans domicile fixe par amour du prochain, se hissant pendant de nombreuses années successives au rang de personnalité préférée des français, nous l'a montré : nous, chrétiens, évoluons dans une tradition de générosité dont nous ne devons pas priver notre pays. La Suisse continue à afficher le revenu par habitant le plus élevé au monde après le Luxembourg. Notre pays a assez : assez pour vivre, mais aussi assez pour partager. C'est pourquoi nous lançons en cette année électorale la pétition « Assez pour partager » afin que nous, chrétiens, et le Conseil fédéral nous engagions en faveur d'une Suisse qui soit connue ici comme à l'étranger pour sa générosité.

Êtes-vous partant ? Votre signature et vos prières pour le Conseil fédéral comptent !

De : ChristNetInput n°10/Mars 2007. [www.assez-pour-partager.ch](http://www.assez-pour-partager.ch)

« **Notre PIB\*** [...] comprend aussi la pollution de l'air, la publicité pour les cigarettes et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur les routes. Il comprend la destruction de nos forêts et la destruction de notre nature. Il comprend le napalm et le coût du stockage des déchets radioactifs.

**En revanche, le PIB ne tient pas compte** de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, de la gaieté de leurs jeux, de la beauté de notre poésie ou de la solidité de nos mariages. [...] Il mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

(Bob Kennedy)

\* Somme de la richesse produite par les entreprises nationales d'un pays (valeur ajoutée). Le PIB sert en général au calcul de la croissance économique.

<sup>1</sup> Au cours de la « crise » des années 90, l'économie suisse a progressé de 1,3% par an (1993-99). Source: OCDE, *Perspectives Economiques No. 80 Tableaux en annexe*. [www.oecd.org](http://www.oecd.org), 2007.

<sup>2</sup> Données issues de *Campus – Magazine de l'Université de Genève*. « La Suisse, si riche si pauvre. » Nr. 80 Avril - Juin 2006.

<sup>3</sup> La fortune des 8,7 millions de « grosses fortunes » (high-worth individuals) qui disposent de plus d'un million de dollars, s'élevait en 2005 à 33,3 billions de dollars. (Source : *World Wealth Report 2006*. CapGemini, MerryLynch.)

<sup>4</sup> Squire, Lyn, und Lundberg, Matthias: « The simultaneous evolution of growth and inequality »; in: *The Economic Journal*, Vol. 113 (2003); Royal Economic Society